

[Retour à la page précédente](#) - Cet article a été consulté 2530 fois



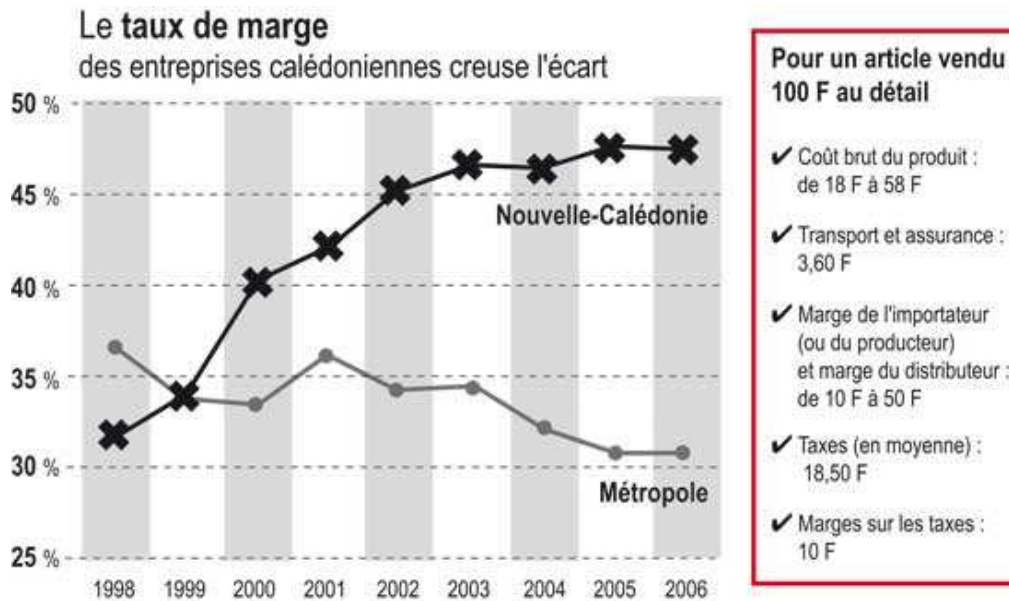
Tous les articles du journal du 15/04/2009

La vie chère à la loupe

Ces vingt dernières années, le patronat et la classe politique ont façonné un système économique favorable à quelques intérêts particuliers, au détriment de la majorité de la population. C'est la conclusion de l'Usoenc qui dévoile, ce matin, son étude sur la structure des prix. Instructif.

A la une

- ✦ Le rocher de Kanumér...
- ✦ La dengue a fait pl...
- ✦ Kombouaré retrouve l...
- ✦ Une bien étrange dis...
- ✦ Le gros coup de colè...
- ✦ Loueckhote quitte Go...
- ✦ Débat Gomès/Néaoutyi...
- ✦ Une promesse de TGV ...



Pourquoi les biens courants sont-ils aussi chers ? À quoi riment les prix des carottes, des vêtements ou des crédits bancaires, largement supérieurs à ceux de la Métropole, transport compris ? Est-ce une fatalité pour une île de 250 000 habitants ?

Non, affirme le cabinet d'expertise comptable Syndex, dans une étude sur « *les causes de la vie chère en Nouvelle-Calédonie* », réalisée pour l'Usoenc. Une étude fort attendue, baptisée « Finitemps ! » (« *Ce temps-là est fini !* », en créole de Saint-Louis), et qui sera dévoilée aux décideurs et au grand public ce matin.

Qu'y apprend-on ? D'abord que les marges de nos entreprises sont globalement supérieures à celles pratiquées dans l'Hexagone. Ensuite que le système fiscal (taxes et quotas d'importation) ponctionne d'abord les consommateurs, sous prétexte de développer l'emploi local (les effets de cette politique sur l'emploi ne sont pas mesurés).

Enfin, que les fruits des années fastes (2002-2008) ont davantage profité aux actionnaires qu'aux salariés des entreprises concernées. Le tout baignant dans une opacité qui rend le système difficile à comprendre pour le consommateur, bien obligé de passer à la caisse. Résumé en trois points.

1. Des marges royales

En se basant sur les chiffres officiels, Syndex démontre une « *croissance des marges bénéficiaires prélevées par les entreprises calédoniennes dans tous les secteurs de l'économie* ». Entre 1998 et 2006, la production de biens et de services (PIB) a doublé. En plus de profiter d'une consommation galopante, les entreprises ont augmenté leurs marges sur la même période.

Cela se ressent particulièrement dans le commerce, où le taux de marge corrigé (1) est passé de 32,5 % à 47 %, avec un bond de 13 points entre 1998 et 2002. En clair : les entreprises ont dégagé plus d'argent, et en ont conservé une plus grande partie qu'auparavant.

Cette situation est propre à la Nouvelle-Calédonie : en Métropole comme en Polynésie, les taux de marge ont eu tendance à baisser. Cela permet à Syndex d'affirmer que « *le surplus de prix payé par le consommateur n'est nullement le fait de la hausse des salaires et des cotisations sociales* », mais est plutôt dû à une hausse des marges.

Ce phénomène s'explique par le peu d'acteurs économiques et « *le manque de concurrence qui en résulte* ».

2. Taxes inefficaces, quotas sur mesure

Sous le feu des critiques depuis quelques mois, les quotas et les taxes à l'importation sont « *un labyrinthe administratif sans cohérence apparente autre que [les] besoins des agents économiques du territoire* », aux yeux de Syndex. Ce constat s'approche de celui émis par la Chambre des comptes dans un rapport publié en novembre.

Concernant les quotas, indispensables pour préserver l'industrie locale, les experts saluent la création d'un comité du commerce extérieur (Comex), chargé de réviser les protections et d'examiner les nouvelles demandes.

Mais « *la consultation de dossiers d'instruction nous a semblé largement insuffisante* » par rapport à l'objectif premier, qui était de faire coller les protections aux besoins réels du pays. « *Les fiches sont remplies par les*

demandeurs, sans contre-analyse », résume Stéphane Portet, l'un des auteurs du rapport.

Au sujet des taxes, « les consommateurs sont, à peu de chose près, les uniques payeurs, en raison des exonérations dont bénéficient les entreprises ». En plus, elles permettent aux entreprises de réaliser des marges supplémentaires... sur les taxes (qui représentent environ 10 % du prix en rayon).

3. Tout ça pour quoi ?

L'emploi est l'argument principal avancé pour défendre le système de protection. S'il s'agit souvent d'une « question de vie ou de mort » économique, le nombre d'emplois protégés n'a pas vraiment évolué depuis 2005, malgré les « rentes de quotas » dont bénéficie une partie des industriels. Cette évolution « peu dynamique » conduit les experts à réclamer la prise en compte d'autres critères au moment d'accorder des protections. Par ailleurs, « les effets sur l'emploi ne sont jamais mesurés par les collectivités, la valeur ajoutée non plus », regrette Christian Duschene, l'un des trois auteurs du rapport.

(1) Le taux de marge d'exploitation exprime, sous forme de taux, la part de la valeur ajoutée gardée par l'entreprise, avant impôt sur les bénéfices. S'il est corrigé, c'est pour tenir compte de la rémunération des nombreux gérants de sociétés sans salarié. Sans correction, le taux atteint 61 %.

Marc Baltzer

Les solutions de l'Usoenc

L'Usoenc émet 29 propositions pour changer la donne, qu'elle soumettra aux élus de la prochaine mandature. Voici les principales solutions du syndicat.

La continuité territoriale

- Il faut contrôler le coût du transport entre Nouméa et le reste du pays, « pour qu'un produit ait le même prix quel que soit l'endroit où il est vendu ».
- L'Isee (institut de la statistique et des études économiques) doit avoir les moyens de comparer les prix sur tout le territoire, et pas seulement dans le Grand Nouméa.

La transparence

- Création d'une direction de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes.
- Les comptes des entreprises doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce.
- Renforcement des contrôles pour faire respecter la législation économique.
- Pour éviter la pénurie organisée, les produits frais doivent être régulés, grâce à la constitution d'un stock public de denrées alimentaires.

Le secteur bancaire

- Mêmes tarifs bancaires qu'en Métropole.
- Les compagnies d'assurances doivent être soumises à l'impôt.

La mine

- Constitution d'un fonds nickel grâce à une redevance territoriale.

La fiscalité

- Mise en place d'une contribution sociale généralisée (CSG).
- Adoption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) avec un contrôle strict des marges.
- Création d'un impôt sur les plus-values (y compris immobilières) et sur les produits financiers.

Repères

Le monde est petit

Contrairement aux idées reçues, le transport des produits importés n'est pas responsable de leur prix. Selon les comptes économiques du territoire, l'assurance et le fret représentent 3,65 % du coût des marchandises importées. En revanche, le transport intérieur, vers les Loyauté notamment, pèse davantage.

« Mais les statistiques font défaut sur ce point, pour plusieurs raisons qui vont de l'insuffisance des données collectées à la volonté de sauvegarder des intérêts liés à l'existence de monopoles », regrette Syndex.

Les banques encaissent

Pour les entreprises, le coût du crédit bancaire est supérieur de 2 points (un prêt à 7 % au lieu de 5 %, par exemple) par rapport aux taux pratiqués en Métropole. Les particuliers, en moyenne, remboursent un point de plus que les Français de Métropole. Sans compter les opérations de crédit-bail, notamment pour l'achat de voitures, où les taux peuvent atteindre 40 %, en cas d'impayés notamment. Et cela « sans justification autre qu'une concurrence moindre ».

Le pouvoir d'achat en 2010

Au départ, l'Usoenc prévoyait également de publier une étude sur le pouvoir d'achat des ménages. Mais « dans l'attente de données actualisées que l'Isee nous a promises pour le mois de juin », ce document ne paraîtra qu'à la fin de l'année, ou début 2010.

Pour en savoir plus

L'Usoenc et Syndex, cabinet d'expertise comptable indépendant, présentent leur étude en détail, ce matin à partir de 9 heures au Nouvata Park Royal de Nouméa. Les décideurs économiques et politiques seront là. L'entrée est libre et gratuite.